

pas de porte-parole sur la scène publique. Elles n'avaient pas non plus de moyens de travailler à atteindre l'égalité.

Depuis lors, les femmes ont fait des progrès au gouvernement, dans l'enseignement, dans le monde des affaires et à l'université. Plus important encore, elles ont créé des centaines d'organisations féminines dans tout le pays—petites, moyennes et grandes—qui s'assurent que leurs craintes soient entendues et leurs besoins satisfaits.

Ces organisations locales, régionales et nationales s'occupent de nombreuses questions comme la violence contre les femmes, les garderies, le traitement réservé aux femmes au sein des systèmes de santé et d'immigration et au sein du système judiciaire, ainsi que les besoins des femmes d'affaires.

Au fur et à mesure de l'évolution de notre société, l'utilité de certaines fonctions du conseil a évolué. Au fil des ans, les nombreuses organisations féminines locales, régionales et nationales solidement établies ont remplacé le conseil dans son rôle de porte-parole des femmes.

Nous sommes très redevables aux pionniers qui ont oeuvré à l'intérieur du conseil consultatif. Je rends hommage aux membres du conseil consultatif, femmes et hommes, qui des années durant ont mis leurs efforts et leur dévouement au service de la promotion de la femme.

Je souhaite bonne chance à leur présidente sortante. Elle m'a beaucoup aidée à mettre au point les détails de cette approche, à trouver de nouveaux moyens et à faire preuve de la créativité nécessaire pour donner de nouvelles dimensions au travail que nous sommes sur le point d'entreprendre.

• (1545)

La vitalité et la force des organisations féminines aujourd'hui ainsi que le dévouement de leurs membres vont permettre de veiller à la poursuite de l'oeuvre importante entreprise par le conseil consultatif. La capacité de recherche indépendante du conseil, son aptitude à consulter et à communiquer l'information aux femmes et au grand public, son centre de documentation vont être d'un secours important pour la formulation des politiques.

Ces fonctions et les ressources financières qui vont de pair seront maintenues. Les initiatives du conseil nous permettront de mieux comprendre les questions relatives à l'égalité des femmes qui prennent forme à la base et donnent lieu à une nouvelle synergie de la recherche, de la formulation des politiques et des programmes du gouvernement, et aussi de mieux répondre à ces questions.

La fusion de ces trois organisations visera les objectifs suivants, et je résume ici, créer un guichet unique; dissiper la confusion et améliorer l'accès au gouvernement; fournir au gouvernement la masse critique de renseignements dont il a besoin sur les questions féminines; améliorer les services de recherche, de consultation et d'information publique; resserrer les liens avec les organisations locales, régionales et nationales, les ONG et les universités; veiller à ce que des sources de financement autres que le gouvernement soient toujours disponibles; et permettre au gouvernement de concentrer ses efforts sur la promotion de l'égalité des Canadiennes.

Le budget

Depuis le jour où le premier ministre m'a nommée secrétaire d'État chargée de la situation de la femme, je n'ai cessé de parcourir le pays pour rencontrer des organisations féminines. J'ai participé à des tables rondes avec elles et avec d'autres groupes, ici, à Ottawa. Les représentantes de ces organismes ont exprimé leurs préoccupations et je les ai écoutées attentivement.

À l'intérieur de la nouvelle structure, nous tenterons de renforcer nos partenariats et d'accroître notre capacité d'échanger sur une grande variété de sujets en favorisant la collaboration entre les nombreuses organisations féminines, prônant des points de vue différents, les bénévoles et les universités.

Je veux également examiner les façons dont nous pourrions exploiter les nouvelles technologies de communication dans cette nouvelle ère de l'information. Je voudrais que nous puissions constamment communiquer avec nos partenaires grâce à Internet ou au courrier électronique, ou aux deux, ou même à Library Net. Ces réseaux nous offrent tous des moyens fabuleux de rester en contact et de nous tenir au courant de ce qui se passe, et c'est exactement ce que nous voulons.

[Français]

Nous voulons nous assurer que les femmes deviennent des partenaires à part entière dans notre société. Comme l'a si bien dit le premier ministre récemment, et je le cite: «Au Canada, les femmes continuent de faire avancer la cause de l'égalité économique. Par leurs propres moyens et grâce à leurs aptitudes, les femmes aident à définir l'avenir de notre pays. Pour sa part, le gouvernement canadien relève le défi. L'égalité des femmes n'est pas du domaine des intérêts ou des droits spéciaux. C'est une question de justice sociale et économique. C'est une question de bon gouvernement.»

[Traduction]

Nous unirons nos efforts et viserons l'égalité, en travaillant avec la collaboration de toutes les femmes, de tous les hommes, du secteur public et du secteur privé pour surmonter les obstacles qui nous obstruent la voie. En ayant recours au talent et au dévouement de tous les Canadiens, de chacun d'entre nous, nous continuerons à prospérer et à faire du Canada un pays où il fait bon vivre. C'est en obtenant le concours de tout le monde que nous serons le plus en mesure de faire avancer les choses.

[Français]

M. Paul Crête (Kamouraska—Rivière-du-Loup, BQ): Madame la Présidente, je voudrais féliciter la députée de son plaidoyer convaincant sur le combat constant que les femmes doivent mener pour l'égalité. J'ai moi-même deux filles, et j'espère qu'elles vivront dans une société où l'égalité sera encore de plus en plus présente.

Ma question porte sur quelques mesures qui me semblent en contradiction présentement dans l'optique gouvernementale avec les objectifs et les arguments invoqués par la députée.

Premièrement, parmi les recommandations de la majorité libérale au Comité du développement des ressources humaines, il est prévu que les futurs bénéficiaires d'assurance-chômage, c'est-à-dire ceux qui n'ont jamais bénéficié du système auparavant—donc, en quantité plus significative, les jeunes et les femmes—auront à travailler un nombre de semaines supérieur